# Sommet des pays francophones : éviter la colonisation

Autor(en): **Ruffy, Victor**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **23 (1986)**

Heft 807

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1022725

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

SOMMET DES PAYS FRANCOPHONES

# Eviter la colonisation

Etes-vous pour ou contre une participation de la Suisse au sommet des chefs d'Etat et de gouvernements francophones à Paris?
Voilà bien la forme de question garantissant à coup sûr la formation de deux camps sans qu'il soit nécessaire de préciser aux personnes interrogées l'objet de la réunion. Car finalement combien sont ceux qui connaissent les raisons de telles retrouvailles? Jusqu'à plus ample informé, la langue française ne peut prétendre être le seul dénominateur commun ni l'instrument opérationnel exclusif permettant d'analyser l'endettement mondial, le surarmement ou la défense des droits de l'homme.
Croire, dans ces conditions, que la Suisse peut être amenée à prendre des engagements contraires à son statut de neutralité n'est pas très plausible et voir le Conseil fédéral se retrancher derrière des pratiques souvent transgressées parce que dépassées tient un peu de la provocation à l'endroit des Romands (DP 805).
En optant pour la semi-audace — l'envoi d'un observateur — le Conseil fédéral risque au moins de s'apercevoir, sur la base des comptes rendus qui lui seront faits, qu'un des problèmes-clés abordés à Paris concerne bien l'avenir du français, de la culture qu'il véhicule, et qu'il touche finalement peut-être aussi les deux autres langues et cultures nationales.

En fait, l'un des thèmes cruciaux à l'ordre du jour, si l'on en croit le *Monde diplomatique* du mois de décembre 1985, porte sur les industries de la langue et le risque du «tout anglais».
L'incontestable avance des Américains et des Japonais dans l'informatique fait qu'elle est conçue par et exclusivement pour des anglophones. A ceux qui parlent un autre idiome de s'adapter. C'est ainsi que depuis une vingtaine d'années chercheurs, techniciens et hommes d'affaires se sont progressivement mis à apprendre et comprendre les langages importés indispensables au fonctionnement des ordinateurs sans toutefois que n'éclate au grand jour cette colonisation culturelle.
Il fallut attendre la diffusion des logiciels de traitement de texte, dont les transformations exigées par les particularités du français demandèrent plusieurs années et de gros investissements, pour en prendre vraiment conscience.

Aujourd'hui nous nous trouvons à la veille de la phase la plus spectaculaire de l'évolution de l'informatique: celle qui va la populariser dans la mesure où tout un chacun pourra s'adresser à l'instrument, converser avec lui dans un langage proche du langage naturel, sans devoir recourir au clavier, ni à l'écran. Développement logique, cette «superanimation» de la machine n'en requiert pas moins des investissements financiers, scientifiques et techniques gigantesques, sans oublier bien sûr que l'automate ne fonctionne que lorsqu'on lui parle en anglais.
Comment prendre désormais en charge la traduction de ces logiciels?
Description systématique des langues, établissement de correspondances entre elles, repérage des sous-entendus, détection des accents liés à l'origine du locuteur posent des problèmes hypercomplexes qui mobiliseront informaticiens et linguistes dans des programmes d'envergure et très coûteux.

Renoncer à envisager une telle démarche pour le français risquerait de le condamner à terme: «Les langues qui ne s'industrialiseront pas cesseront, un jour, d'être véhiculaires, même chez ceux qui les parlent, tant sera forte, dans la communication scientifique, industrielle et commerciale, la pression des machines capables de manipuler la langue de leur concepteur, à défaut de celle de leur utilisateur. On le voit, les industries de la langue en gestation posent aux pouvoirs publics des Etats non anglophones une question très simple: sont-ils, oui ou non, décidés à payer le prix de la survie de leur identité linguistique et, en premier lieu, à financer les recherches, fatalement de longue durée, nécessaires à la «mise à plat» de leur langue écrite ou parlée?»[1].

On sera reconnaissant à la France d'avoir saisi l'importance de ces enjeux imminents et d'avoir convié la première les pays francophones pour en parler. En y réfléchissant, on s'aperçoit que notre pays n'y est aucunement de trop; la matière des discussions pourrait le concerner plutôt trois fois qu'une. **V. R.**

[1] «Le risque de «tout-anglais» — Industries de la langue et identité nationale», Bernard Cassen, *Le Monde diplomatique*, décembre 1985.

*installations d'incinération pour déchets spéciaux (lisez «hautement toxiques») soient mis à disposition. Cette intervention n'est pas sans rapport avec la fermeture de la décharge de Kölliken qui présentait des dangers pour la région. Lorsque la collectivité cherche à réglementer la fabrication et l'usage de produits dangereux, les milieux industriels cherchent par tous les moyens et parviennent généralement à affaiblir les prescriptions qui leur sont destinées. Mais confrontés à l'élimination de leurs déchets, ils s'empressent d'appeler l'Etat à leur secours.*

**«TOUT-ANGLAIS», REALLY?**

Le programme des télévisions francophones TV5 (France, Belgique, Suisse et Canada), transmis par satellite, présente ses émissions avec des sous-titres introductifs en anglais.